



Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer

Les recensions de l'Académie de septembre 2021¹

La politique coloniale française : La Réunion et Madagascar de 1939 à 1947 / Hervé Le Joubioux
Éd. Les Indes savantes, 2020
Cote : 63.554

Hervé Le Joubioux a soutenu une thèse de doctorat à l'Université de La Réunion (2008) où il a exercé pendant plusieurs années comme professeur d'histoire-géographie ; son accès à diverses archives publiques et privées lui ont permis d'écrire plusieurs articles dont : "Les derniers gouverneurs de La Réunion sous la III^e République (1938-1940)", "La vie politique à La Réunion de 1939 à 1945" et "L'île de La Réunion dans la Seconde Guerre mondiale".

Monsieur Le Joubioux est un historien chevronné et minutieux dans la recherche de ses sources documentaires.

L'ouvrage, fort de 493 pages, est organisé en trois parties chronologiques articulées en va-et-vient d'évènements et de considérations propres à chacun des deux territoires.

Une courte introduction donne une idée générale de la situation de l'Empire Français à l'approche de la période étudiée.

Puis une 1^{ère} partie traite de « La guerre et Vichy 1939-1942 »

Elle décrit la colonie de Madagascar à la veille de la Seconde Guerre Mondiale, avec une présentation générale de l'île.

Quelques pages sont consacrées à l'archipel des Comores.

La vie politique de l'île de La Réunion est décrite suivant le même schéma, dans le détail.

L'auteur analyse ensuite assez finement l'attitude des deux colonies dans la guerre.

Les mesures prises à l'imminence du conflit sont fort différentes dans les deux pays en raison de leur démographie, leur économie, l'ambiance politique, la vastitude de l'une, la petitesse de l'autre, mais mettant en valeur l'unicité du commandement et la personnalité des Gouverneurs généraux et Gouverneurs l'ayant assumé. La mobilisation générale touche davantage La Réunion que Madagascar et les relations avec la Métropole, essentiellement maritimes, font des Gouverneurs des hommes seuls.

L'armistice engendre des réactions locales très différentes, les structures ethniques propres à chacune expliquant l'apathie de l'une et la réactivité de l'autre auxquelles s'ajoutent des problèmes économiques et l'ignorance des autorités locales des conditions d'armistice imposées par l'ennemi.



¹ Les recensions de l'Académie de [Académie des sciences d'outre-mer](http://www.academieoutremer.fr) est mis à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 non transcrit](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/).
Basé(e) sur une oeuvre à www.academieoutremer.fr.



Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer

Le changement de régime en juillet 1940 de la République à l'État français de Vichy a des répercussions que l'auteur analyse.

La nomination de Léon Cayla comme Gouverneur Général de Madagascar est suivie des premières mesures répressives résultant des directives touchant les juifs et les francs-maçons, mais surtout à l'égard d'un courant souhaitant la poursuite de la guerre à l'exemple de certains territoires de l'Empire.

Les mesures sont du même ordre à La Réunion où le Gouverneur procède à quelques actes disciplinaires.

Quelques considérations sur le loyalisme à la Révolution nationale (1941 - 1942) font suite.

Les deux colonies ont assez facilement passé de l'idéal républicain au totalitarisme du régime de Vichy, entraîné par une fidélité à la personne du Maréchal Pétain.

S'ajoute le fait, qu'à La Réunion notamment, le climat était plutôt anglophobe.

À Madagascar, l'état d'esprit est à peu près le même, concernant la population européenne, la population malgache ne se sentant pas concernée par le changement de régime. Intervient toutefois fin 1940 une mesure d'internement à l'endroit de quelques nationalistes malgaches dont le Docteur Rasetta.

Les directives venant de Vichy entraînent dans les deux colonies des modifications de la représentation démocratique locale : les municipalités sont supprimées, remplacées par des commissions administratives aux ordres de l'administration coloniale.

Elles entraînent également la création ou l'activation de collectivités favorables au régime, telle la Légion Française des Combattants à Madagascar et à La Réunion.

Un courant s'opposant au régime se développe toutefois, plus important à La Réunion qu'à Madagascar où l'accession à la nationalité française est difficile, avec dans l'archipel des Comores une revendication à un changement de statut. S'ensuivent des mesures d'éloignement, voire des incarcérations. Les étrangers sont étroitement surveillés et leurs relations suspectées, donnant lieu à des expulsions en cas de doute.

À La Réunion, la répression s'exerce sur les communistes et sympathisants, anglophiles et gaullistes, encouragés par la proximité de l'île Maurice, beaucoup plus que sur les juifs et les francs-maçons.

L'opinion générale, dans les deux colonies, est toutefois pro-britannique, due à la proximité de l'île Maurice et à l'action de diplomates anglais et sud-africains chargés en réalité d'estimer les forces militaires, sociales et politiques pouvant s'opposer à un changement de pouvoir.

L'auteur suit de très près l'évolution sur la vie économique et quotidienne.

À la Réunion, elle est étroitement dépendante du commerce du sucre : la mévente du sucre du au blocage des exportations engendre une pénurie des produits de première nécessité que l'on ne peut plus importer ni payer, d'où leur rationnement, la pénurie et la misère des couches les plus défavorisées de la population.

À Madagascar, grand pays agricole, la situation est moins brutale.

L'auteur aborde la chute du régime de Vichy et la période de mai à novembre 1942.

Le contexte international donne un poids certain à la valeur d'un basculement des deux colonies dans l'orbite du gaullisme à la faveur d'une action franco-britannique militaire, d'où



Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer

des tractations plus ou moins occultes, suivies d'une action délibérée et d'un débarquement aéronaval anglo-sud-africain dans la rade de Diégo-Suarez en mars 1942.

Les Comores sont occupées par les Britanniques.

La crainte de voir les ports malgaches recevoir des navires ennemis incite les Sud-africains et les Anglais à les occuper, puis à conquérir les villes les plus importantes de l'île.

Fin novembre, l'île de la Réunion passe sous le contrôle gaulliste, mais les problèmes économiques, voire de pénurie, demeurent. Le mécontentement de la population, qui souffre, va grandissant.

Dès lors, se manifeste une opposition qui va de l'abstention au Conseil Général à la résurrection de mouvements vichystes favorisée par les ambitions personnelles de quelques-uns.

Lors de sa mission fin 1943, René Pleven, Commissaire aux Colonies, dessine un changement de statut donnant davantage de poids à une représentation des différentes ethnies malgaches, dans l'esprit de la Conférence de Brazzaville. Les conséquences de cette conférence à Madagascar sont ensuite bien étudiées par l'auteur.

Les désillusions et les résistances sur le plan politique proviennent du fait que l'initiative semble strictement coloniale. La situation est complexe avec la découpe de nouvelles régions administratives. L'opposition aux élections menées par des sociétés secrètes se basant sur la charte des Nations Unies donne argument à l'impatience des élites malgaches.

A La Réunion, deux grands projets : le Port et la construction d'une centrale hydro-électrique, retiennent l'attention, mais les dégâts dus aux cyclones et la pénurie chronique impliquent des réparations et des changements de pratiques culturelles difficiles à mettre en œuvre.

En mars 1946, dans une atmosphère de troubles politiques propres à l'île, le Gouverneur est désormais remplacé par un Préfet, tandis que Madagascar passe du statut de colonie à celui de Territoire d'Outre-Mer (TOM).

Dans un climat de revendications entretenues par divers représentants politiques et syndicaux, les députés Ravohangy et Raseta réclament un statut d'Etat libre associé à l'Union Française.

L'atmosphère va, fin juin 1946, vers le conflit, avec des manifestations, aussi bien à Tananarive que dans les autres villes. Des manipulations lors de l'élection de l'Assemblée représentative font que le mécontentement des élus et hommes politiques malgaches est à son comble. L'insurrection éclate 29 mars 1947.

L'auteur relate de façon très fouillée le déroulé de l'insurrection qui est générale. Les sections à la demande du MDRM essaient toutefois de calmer les esprits. Les villes de la côte sont investies, avec des massacres de part et d'autre. Les lignes téléphoniques sont coupées, toutefois Tananarive échappe à l'insurrection.

Pour rassurer la Métropole et témoigner d'une vigilance qui n'a pourtant pas prévalu, l'Administration déclare l'état de siège et soumet le pays à une répression sévère et générale.

La conclusion porte sur l'attitude des Gouverneurs qui se sont succédés au cours de la période et qui, tout autant que les évènements, a conditionné l'évolution de la situation politique des deux colonies.



Bibliothèque de l'Académie des sciences d'outre-mer

L'ouvrage est pourvu d'une riche bibliographie, bien organisée, d'un glossaire, de tableaux donnant le résultat des différentes élections au cours de la période, d'un index des cartes illustrant le texte, de l'index des différents protagonistes, s'achevant par la table des matières.

Un livre sérieux, bien conçu, agréable à lire bien que reposant sur d'abondantes citations en bas de page de sources diverses concernant une floraison de protagonistes qui tous ont eu un rôle dans les évènements qui ont été relatés.

Un livre utile pour le lecteur qui voudra comprendre le pourquoi et le comment des évènements qui, à Madagascar, à la Réunion et aux Comores, ont entouré en si peu de temps le changement de statut de ces îles.

Jacques Arrignon